

**PORTANT CRÉATION D'EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT
RÉSERVÉS POUR LA RECHARGE DE VÉHICULES À MOBILITÉ ÉLECTRIQUE**

LE MAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants L.325-1 à L.325-3 et R.417-10 ;
Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment l'article L.511-1 ;
Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 dite « loi Grenelle 2 » prévoyant une série de mesures destinées à multiplier les points d'alimentation des véhicules à mobilité électrique ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal n°AP-2023-0234 en date du 24 mai 2023 réglementant des emplacements de stationnement réservés pour la recharge de véhicules à mobilité électrique ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement sur les emplacements créés dans le parking Favre dont l'accès se fait par la rue Saint-John Perse ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – La liste des emplacements réservés pour la recharge de véhicules à mobilité électrique définie à l'article 4 de l'arrêté municipal n°AP-2023-0234 en date du 24 mai 2023 est complétée comme suit :

- 4 emplacements dans le parking Favre, situés à l'angle Nord-Ouest.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.


ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le **29 MAI 2024**

Fait à Pau, le

29 MAI 2024


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire